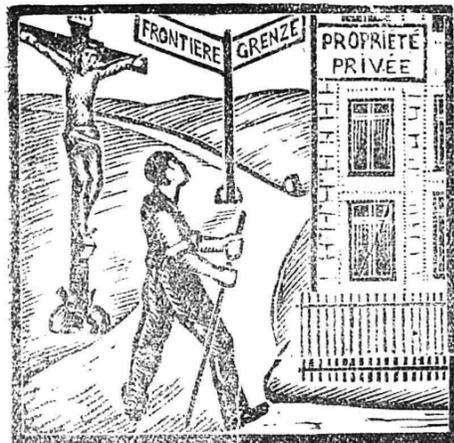


GENEVE



LE RÉVEIL

ANARCHISTE



REDACTION ET ADMINISTRATION :
Rue des Savoises, 6
GENEVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

Le numéro : 15 centimes

SUISSE ET UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2.50

COMPTE DE CHEQUES POSTAUX
Le Réveil, N° I. 4662. Genève

Club l'Aurore, Rue Coulance, 8, au 1^{er}

Judi 13 octobre, à 20 h. 30

CAUSERIE

sur

Romain Roland

l'écrivain et l'internationaliste

par Mirator

organisée par la JEUNESSE LIBERTAIRE

Cordiale invitation.

POUR L'ANARCHIE

Il nous semble que d'aucuns se sont trop attachés à pénétrer les secrets et les infamies de la diplomatie avant, durant et après guerre. Laissons aux historiens et aux hommes de cabinet une telle besogne et empruntons-leur telle documentation plus particulièrement frappante, mais ne les suivons pas dans toutes leurs recherches et discussion sans fin. Pour nous la guerre a été un crime contre l'humanité préparé et voulu par tous les pouvoirs d'Etat et d'argent; aussi voulons-nous tous les abattre. Ce serait une contradiction et temps perdu que de vouloir chercher qui a tort ou qui a raison dans la bande des exploitateurs de la crédulité et du travail des masses. Non seulement nous n'avons pas un intérêt particulier à suivre les débats sans fin de nos maîtres, mais les hommes de l'atelier, du champ, de la mine ou du... chômage, peu habitués aux questions enchevêtrées, risquent fort d'être victimes d'un nouveau bourrage de crânes.

Simplifions toujours. Nous voulons la paix, le bien-être et la liberté, autrement dit la fin de tous les militarismes, de tous les monopoles et de tous les gouvernements. Nous devons donc nous refuser à être soldats, salariés ou sujets de qui que ce soit.

Le problème qui se pose ainsi est l'organisation d'une immense solidarité, embrassant toutes les manifestations de la vie. Il faut nous attacher à bien faire comprendre la signification de ces vers:

*Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes,
Décrétons le salut commun.*

Or, le salut commun ne saurait être opéré ni par un gouvernement démocratique, ni par une dictature. Il faut surtout habituer les déshérités à se poser à eux-mêmes les problèmes et à en vouloir la solution par leur propre action, au lieu de confier études, pouvoirs, décisions à quelques individus hors de la masse et se réunissant sans elle.

Ambitions personnelles et intérêts particuliers, voilà ce qui empêche la formation d'une large entente entre déshérités. Et cela ne se comprend que trop. S'il doit y avoir un groupe tout puissant sur la masse, si le grand nombre ne doit encore et toujours connaître que la soumission à quelques maîtres, qui sont bien tels, même s'ils s'intitulent citoyens ou camarades, la société hiérarchique continuera à vivre et nous ne réaliserons guère la société égalitaire. Sans compter que nous savons par une expérience historique millénaire que tous les crimes les plus horribles contre l'humanité ont été commis pour conquérir, élargir ou maintenir le pouvoir. Il faut une organisation humaine excluant à jamais cette idée de pouvoir sur ses semblables. Même si nous formions l'union la plus large, elle se dissoudrait dès que la question se poserait de savoir qui aurait à la commander.

Nous voyons appliquer la maxime: diviser pour régner; mais en réalité dès qu'il y a règne, il y a forcément division, parce que l'entente est impossible entre supérieurs et inférieurs et parce qu'il est inconcevable que tout le monde soit d'accord sur

le choix des maîtres, et le fût-il, qu'il y aurait toujours plusieurs équipes aspirant à le devenir, donc en lutte entr'elles. Quelle plus grande propriété privée que celle du pouvoir politique, qui permet ensuite d'acquiescer toutes les autres?

L'existence même d'un pouvoir, forcément aux mains de quelques individus seulement, est le maintien du privilège le plus redoutable et la négation la plus évidente de tout communisme et aussi de toute socialisation.

LA QUESTION RUSSE

Miracles et réalités.

Est-il possible qu'elle soit enfin traitée avec bon sens et loyauté? Nous accordons que la dictature russe se soit occupée d'hygiène, d'instruction, d'assistance, d'industrie, etc., avec quelques réalisations; mais il nous sera permis de faire remarquer que les gouvernements bourgeois ont à leur actif tout cela, sans que nous n'ayons jamais songé à les admirer et surtout à leur témoigner une reconnaissance spéciale. Tout a été fait aux frais et par les souffrances, les privations et le travail des masses en Russie comme chez nous. D'ailleurs, puisqu'il est toujours question de l'effort inouï, des sacrifices volontaires, de l'héroïsme même des prolétaires russes, alors que tout ce que les travailleurs font en régime bourgeois ne donne pas lieu à une semblable apologie, il faut bien en conclure que les conditions d'existence en URSS sont encore plus dures que celles qui nous sont faites dans l'Europe occidentale. Nous n'aurions certes pas à exalter des gens ayant une tâche et une situation plus aisés que les nôtres.

Nous ne saurions que souhaiter que tout aille pour le mieux en Russie comme dans tout autre pays; mais nous avouons avoir de la peine à le croire, car le capitalisme d'Etat ne nous paraît pas moins exploiteur et oppresseur que le capitalisme privé.

A noter que la presse bolcheviste elle-même avoue de temps à autre une situation assez critique. Ainsi la Pravda du 19 août dernier publiait ces lignes:

Les résultats obtenus par notre industrie durant le premier semestre 1932 sont absolument insuffisants. Ils sont insuffisants déjà pour la simple raison que le plan ne se réalise pas. Ils sont insuffisants, dans un autre ordre d'idées, du fait qu'il n'y a aucune coordination entre les diverses branches d'industrie, en sorte que leur développement mal équilibré crée une véritable désorganisation du travail industriel. Enfin, ils sont insuffisants au point de vue rythme étant donné que ces mois derniers nous constatons un ralentissement général de la production dans toutes nos industries. La cause principale de ces maux réside dans les défauts de la direction économique et technique de nos entreprises. La situation est devenue très grave dans la métallurgie du fer et dans l'industrie du charbon. Le ralentissement de la production qui s'y produit entrave le développement d'autres branches de notre industrie. La situation doit être également considérée comme très sérieuse dans l'industrie forestière et dans le domaine de l'approvisionnement.

Nous sommes ainsi bien loin des miracles auxquels d'aucuns voudraient nous faire croire.

Lettres de Russie.

Il y a une douzaine d'années, notre camarade Malatesta disait à peu près ceci: « Nous ne saurions avoir une grande influence sur la révolution russe, occupons-nous donc surtout de notre propre révolution. » Malheureusement de plus en plus nous rencontrons des gens qui veulent tout faire dépendre de Moscou, quittes à se plaindre si, stimulés ainsi à nous occuper particulièrement de la Russie, nous arrivons à des constatations et à des conclusions au-

tres que celles que la presse bolcheviste veut bien nous imposer.

Nous venons de recevoir trois lettres de Russie, ce mois de septembre. La première garde de Conrart le prudent silence sur la à des nouvelles sur la santé. La seconde est d'un déporté, après sa condamnation purgée, qui nous demande des livres, nous faisant bien remarquer de ne joindre ni brochures, ni journaux, car le tout serait alors séquestré. La troisième est d'un camarade dont la prison a été commuée en déportation, et qui nous dit que ses conditions de vie sont encore bien dures, aussi demandait-il des secours. Il a cherché en vain à être expulsé de Russie. Oui, chose paradoxale, nous protestons contre les Etats bourgeois expulsant nos camarades et nous supplions par contre l'Etat prolétarien de vouloir bien les reconduire à sa frontière.

Chacun voudra bien reconnaître que notre manque d'enthousiasme bolchevisant s'explique ainsi suffisamment.

Entre Etats capitalistes.

Autre point. La presse bolcheviste et bolchevisante dénonce toujours l'isolement de la Russie et les attaques que le monde entier médite et prépare contre elle. Mais en même temps elle nous renseigne sur tout le commerce russe d'importation et d'exportation, d'où il résulte non seulement qu'elle est en rapport d'affaires avec le monde entier, mais que les gouvernements capitalistes garantissent pour des centaines de millions le paiement des commandes que l'URSS veut bien passer.

C'est ainsi que nous sommes informés que le Département des crédits à l'exportation garantis par le gouvernement britannique a été autorisé à porter la durée des crédits octroyés à la Russie de douze à dix-huit mois et que le Conseil suprême de l'URSS, s'étant renseigné sur l'importance des crédits que la Russie peut obtenir en France, a décidé de répartir les commandes pour la fourniture de navires et du matériel destiné à équiper un nouveau port arctique, entre firmes françaises et écossaises, au lieu de les remettre toutes à ces dernières, ainsi qu'il projetait précédemment.

Bien mieux, le Japon qui nous est signalé comme étant prêt à partir en guerre contre la Russie, a conclu un accord pour l'importation de cent mille tonnes de pétrole russe chaque année, en échange de matériels divers, notamment des équipements pour la pêche, qu'il fournira à l'URSS. D'autre part, nous savons que le pétrole russe a été aussi livré par dizaines de mille tonnes au Canada. L'Etat français, autre ennemi acharné de la Russie lui achète tout le pétrole pour sa marine; Allemagne et Italie font depuis une dizaine d'années des centaines de millions d'affaires avec les bolchevistes, les crédits des exportateurs en Russie étant toujours garantis par les différents gouvernements. Et nous pourrions continuer cette énumération fort incomplète. Disons seulement qu'un accord pétrolier mondial va être conclu ou l'est déjà avec la participation de la Russie.

Nous apprenons en outre que la reconnaissance des Soviets par le gouvernement de Washington serait prochaine et inévitable et que le ministre espagnol des affaires étrangères brûle d'en faire autant.

Après tout cela, il est bien permis de douter de l'isolement de la Russie et d'une hostilité universelle contre elle, alors surtout que son fameux plan quinquennal a mis à contribution le monde entier.

Suisse et Russie.

En Suisse, une propagande intense est faite non pas tant pour la reconnaissance de jure de l'Etat russe, comme pour obtenir la garantie de la Confédération des crédits à l'exportation en Russie.

Nous ne demandons pas mieux que l'Etat russe soit mis sur un même plan que les autres, ne fût-ce que pour ne pas laisser accréditer la légende qu'il en différerait de beaucoup, alors que son capitalisme d'Etat

n'est pas moins à redouter que son capitalisme privé; mais en somme ce qui est demandé pour la Russie est un véritable privilège. Nos capitalistes exportent à leurs risques et périls dans tous les pays du monde, pourquoi n'en serait-il pas de même en Russie, d'autant plus que ses apologistes nous déclarent qu'il y aurait là des crédits très sûrs?

Presse bolchevisante et industriels suisses font de commun accord une pression toujours plus forte pour obliger la Confédération à se porter garante des paiements russes, déclarant stupide la résistance qui leur est opposée. Mais enfin, si l'affaire est excellente, pourquoi ne la concluent-ils pas sans intervention d'un tiers? Nos bourgeois ont toujours demandé que l'Etat mette le moins possible son nez dans leurs affaires; maintenant, ils demandent de plus en plus que l'Etat veuille bien leur garantir les pertes éventuelles, sauf à leur laisser entièrement les profits, si profits il y a. Franchement, des socialistes peuvent-ils encourager une telle pratique?

Chaque jour il est question de commandes russes propres à atténuer le chômage en Suisse: machines, horlogerie, produits chimiques, fromages, etc., nos industries se trouveraient d'un coup renflouées par les bolchevistes. Allez-y donc les intéressés! Ah! non, c'est l'Etat stupide qui doit le faire en premier lieu!

Comme nous n'avons de conseils à donner pour leur bien ni à l'Etat, ni aux patrons, nous nous bornons à enregistrer les faits tels qu'ils sont contre tout bourrage de crânes.

Unité! Unité!

Nous avons plusieurs fois expliqué que l'unité avec toutes les têtes sous un même bonnet ne nous convient absolument pas. Nous ne concevons qu'une union pour l'action dans le plus grand nombre de cas possible. Mais, en somme, cette fameuse unité, autour de laquelle se fait le plus grand tapage, en quoi consiste-t-elle? A s'entendre avec les bolchevistes, à en accepter les points de vue et les ordres successifs qu'il leur plaira de donner.

Remarquons que les bolchevistes ont commencé par chercher à semer les divisions partout: Syndicats, Libre-Pensée, Esperanto, sports, musique, secours aux victimes politiques, chorales, etc.; ils affichent ouvertement la prétention d'imposer partout leur ligne politique. Après avoir voulu tout défaire ils veulent tout refaire à leur avantage exclusif. Et c'est surtout avec eux et pour eux que la fameuse unité est préconisée!

Nous entendons blâmer fort le Parti socialiste pour son intolérance, sa discipline étroite, sa négation de toute autonomie, ses accointances, bref pour tout ce que nous lui reprochons depuis sa formation; mais tous ces maux-là le bolchevisme les a aggravés et c'est pour lui faire risette que nous les voyons condamner. La contradiction est par trop violente.

Il faudrait aussi ne pas oublier qu'il y a en Russie des milliers de socialistes de toutes nuances emprisonnés ou déportés; or, il semblerait que la fameuse unité devrait commencer par l'une de ces larges amnisties que nous réclamons et obtenons même des Etats bourgeois. En admettant que nous voulions oublier les fusillés ou les morts au bagne et en exil — et quant à nous, nous ne saurions le faire — toujours est-il qu'il reste à réclamer la libération pour ceux qui souffrent encore. Une embrassade entre bourreaux et amis des victimes nous paraît vraiment chose monstrueuse. Et pourtant le conseil d'abandonner à leur sort ses propres camarades a été aussi donné implicitement par Otto Bauer et Fritz Adler.

Eccœurante mentalité! les bolchevistes sont des maîtres et les crimes passés et présents de ceux qui ont réussi à devenir des maîtres sont considérés d'un oeil bienveillant. Le succès doit tout excuser comme pour le fascisme!

Mais peut-être sommes-nous quelque peu naïfs de faire ressortir tout cela. Car il y a une excuse bien facile pour tout couvrir. Il suffit de prétendre incarner « la révolution » et dès lors tout devient permis. Vous pouvez renouveler les pires infamies de la réaction, en appliquer, en les aggravant même, toutes les méthodes, une explication est toute trouvée: « Oui, mais c'est pour la révolution! »

Mussolini a fort bien retenu la leçon de ceux qu'il appelle ses « magnifiques maîtres de Moscou » et parle lui aussi obstinément de révolution fasciste. Ainsi tout se trouve justifié. Pas plus difficile que cela, mais il fallait quand même y penser!



Notre antimilitarisme

L'étude du développement des sociétés amène forcément à la conclusion que l'Etat et l'Armée sont deux institutions qui, non seulement coexistent dans l'histoire, mais sont intimement liées entre elles par des liens de cause à effet. L'institution de l'Etat amène nécessairement la constitution de l'armée; et quiconque admet la nécessité de l'Etat, avec tout le système de lois qui en découlent, admet par cela même la nécessité de l'armée et, aboutissant naturel, tout l'uniformité des codes, tout un système de géôles et de bourreaux.

Le but du présent article étant de situer notre antimilitarisme, nous ne prolongerons pas davantage la critique sur le concept Etat; cela nous entraînerait, par la rétroversion du rapport de la causalité, à la recherche des causes dont l'Etat est l'effet; et cela, nous ne pouvons le faire dans le cadre restreint d'un seul article, vu que nous touchons là à l'institution de la Justice, base des sociétés, et au très étendu problème de la morale.

Nous, anarchistes, pouvons prétendre d'avoir été et d'être les seuls et vrais ennemis du militarisme, en ce sens que non seulement nous le combattons de toutes nos forces, mais encore que nous sommes les seuls qui cherchons à en anéantir les causes.

Notre antimilitarisme n'est pas la lutte contre tel ou tel militarisme; c'est la lutte contre tous les militarismes, contre le militarisme lui-même et non pas contre telle ou telle de ses destinations, destinations parfois chères au cœur de certains clans révolutionnaires. Car, que l'on situe le problème sur le terrain social ou sur le terrain individuel, quelles que soient les circonstances; elles n'enlèvent rien à ce fait: qu'être soldat, c'est se ravalier au rang d'animal inférieur, de brute, c'est faire litière de son indépendance, de ses aspirations, même les plus légitimes.

Notre antimilitarisme est une des conséquences logiques, naturelles, de notre existence. L'anarchisme n'est pas uniquement une philosophie, un système, il est en outre une vie, une activité; nous, anarchistes, nous nous trouvons en contradiction, en opposition permanente avec la société, et cela violemment, quoi que l'on fasse. Le rejet sincère de toute autorité extérieure, de toute exploitation (donc l'état d'anarchie) pose un problème à résoudre tous les jours, à toutes les heures, ce problème est celui de la réaction au sein d'une société, d'un milieu qui ne veut et ne peut nous comprendre. Cette réaction constitue la forme élémentaire de notre vie; dans tous les cas, son inévitable manifestation.

Vivre, c'est combattre, c'est batailler pour des créations et des perfectionnements incessants, c'est s'affirmer et où la lutte cesse, la vie et le mouvement cessent aussi. Notre antimilitarisme est un signe de réaction, un symptôme d'une vie nouvelle; notre antimilitarisme résulte de notre refus à devenir des numéros, des matricules sans initiative, sans volonté. Nos efforts tendant à rester nous-mêmes, à disposer de notre sort, à réaliser l'homme, l'individu qui n'éprouve aucun besoin de réglementation ou contrainte extérieure, tout cela ne nous permet pas d'être des conscrits, des enrôlés, des enrégimentés, des embrigadés, des instruments aux mains de n'importe quelle monstrueuse autorité. XXX.

LE JOURNAL EST EN VENTE

A GENEVE

32, Rue Rousseau.
11, Rue de Carouge.
12, Rue des Grottes (chez le père Vincent).

A LAUSANNE:

Robert Taillens, journaux, rue de l'Alle, 25.

A LA CHAUX-DE-FONDS

A. Luthy, magasin de tabacs, rue du Ver-soix.

**Le travailleur ne lit pas
„La Suisse“, journal fasciste.**

RÉFLEXIONS SUR UN JUGEMENT

Notre ami Bertholet a donc écopé à nouveau quatre mois d'emprisonnement pour son quatrième refus de servir. Ce fut, comme toujours, la banale séance de tribunal, avec ses sept galonnés roides derrière leur pupitre et dont l'œil bovin posé sur vous vous incite infiniment plus à une bonne petite noce à Thomas qu'à une plaidoirie quelconque. Rien à dire donc sur le spectacle, mais il nous semble indiqué d'émettre quelques considérations que nous suggère la procédure usitée en ces sortes d'audiences.

En nous plaçant du point de vue de l'inculpé tout d'abord, il nous semble aussi peu indiqué que possible de faire appel à des témoins dits de « moralité » qui viennent là-bas raconter à sept pantins qui s'en foutent, que vous êtes un honnête homme, un brave garçon, un excellent travailleur, ayant toujours donné satisfaction à papa et à maman, bien avec son patron et au mieux avec la police, renrant tôt le soir et n'allant pas au café. Outre que ces déclarations-là ne changent absolument rien au verdict, établie l'avance, elles nous semblent d'un goût extrêmement peu révolutionnaire et témoigner d'un conformisme un peu fade. C'est la raison pour laquelle, personnellement, nous nous sommes toujours abstenus de citer des témoins. Nous dénonçons déjà aux juges tout droit de nous donner tort ou raison dans notre acte, et toute faculté d'apprécier nos mobiles. Mais nous leur contestons encore plus le droit de juger selon leur critère notre moralité et nos actes privés. Nous ne consentons à voir en eux que de tristes machines à exécuter les vœux d'un peuple souverain plus stupide qu'eux encore. Comment alors autoriser ces gens-là, plats valets d'un régime, esclaves des vieilles morales et encroûtés dans leurs traditions, à nous juger nous, qui nous prétendons libres, dans ce qui nous touche le plus intimement? Voyez-vous ces momies aux mentalités archaïques, à la conscience militairement dressée, évaluant notre valeur morale d'après l'usage que nous faisons de notre argent de poche. L'opinion qu'a de nous un quelconque exploiteur, et la rancune que nourrit à notre endroit une belle-mère d'occasion ou une tante réactionnaire?

Nous méprisons ces vieilles badernes, leur honnêteté d'assassins légaux nous répugne, et notre morale n'est pas la leur. Obtenir un certificat d'honnêteté de tels fantoches est pour nous sans signification, et bien plus encourageant nous apparaît d'être moralement disqualifié à nos yeux. Chercher en quelque sorte à se réhabiliter de son refus de servir en établissant par ailleurs sa propre honorabilité, sa qualité de bon fils, de bon ouvrier, nous apparaît comme une erreur et un abaissement, en même temps qu'une dépréciation infligée à la pureté de l'acte. Qu'est-ce qu'être un bon ouvrier, aux yeux de son patron, sinon très souvent un docile exploité, qui ne regimbe pas trop contre des conditions de travail trop dures, un horaire excessif et des salaires trop bas? Qu'est-ce qu'être un bon fils, aux yeux des parents, sinon, presque toujours, un garçon docile, obéissant, soucieux du « bon renom » de la famille et ne se compromettant pas avec de vilains communistes ou anarchistes? Qu'est-ce qu'être bien noté à la police, sinon n'avoir jamais rien dit, rien fait, contre l'ordre social imbécile qu'elle a charge de garder, et s'être toujours tenu à plat ventre devant le gendarme et les iniquités qu'il protège?

Venir devant les juges militaires avec des témoins de moralité, c'est en somme, très logiquement, leur déclarer ceci: « Nous sommes en désaccord avec vous sur la question strictement militaire, c'est vrai. Partisans de la défense nationale, nous divergeons toutefois d'opinion avec vous quant à la méthode technique selon laquelle il convient d'assurer cette défense (ceci est très exactement le point de vue de Cérésolo). Mais par ailleurs, cette divergence exceptée, nous sommes de votre monde. Nos conceptions sur la morale, l'honnêteté, le devoir, la bonne conduite sont les vôtres. Preuve en est que nous venons avec des témoins chargés d'établir que, hormis cette regrettable opposition sur le terrain militaire, nous sommes, selon un critère qui nous est commun, un honnête homme et un bon citoyen. »

Cela nous semble être du moins assez exactement l'état d'esprit d'un pacifiste face au Tribunal militaire. Or, disons-le tout de suite, rien ne nous apparaîtrait plus odieux que de voir un réfractaire condamné à une peine plus grande parce que sa vie privée, sa conception de l'existence, n'aurait pas l'heur d'être agréée par Messieurs les juges militaires, lesquels, comme tous les bourgeois qui se respectent, n'admettent comme valables que leurs seules conceptions de l'honnêteté et de la morale. La vie privée et le comportement d'un individu ne regardent en aucune façon des culottes de peau qui ne sont même pas capables —

combien de fois ne l'ont-elles pas prouvé — de comprendre quoi que ce soit à l'objection de conscience. Le refus de répondre à toute question de ce genre est la seule attitude que puisse inspirer à un réfractaire sa dignité. C'est la seule manière de mettre le holà à l'outrecuidante manie qu'ont les traîneurs de sabre d'empiéter sur un domaine qui doit leur rester on ne peut plus étranger, et le corrélatif logique de cette attitude est l'absence de tout témoin à l'audience.

Autre chose est évidemment la présence de témoins religieux jouant dans l'Eglise un rôle officiel, lors de la comparution d'un objecteur lui-même religieux. Mais là encore, nous ne pouvons observer sans une certaine ironie envers cette religion chrétienne, ce spectacle de chrétiens témoignant en faveur d'un chrétien que veulent condamner d'autres chrétiens! Tous adeptes d'une même religion, ayant basé leur vie sur la même doctrine, et trouvant moyen d'occuper trois rôles différents et foncièrement opposés dans une audience! Cela témoigne-t-il, oui ou non, en faveur de la clarté et de la logique de cette doctrine, ou cela témoigne-t-il contre elle?

En face de tant d'équivoques la situation du réfractaire libertaire est merveilleusement claire. N'ayant à obtenir ni le certificat de bon chrétien (titre sans signification: on peut être parfait chrétien en observant les attitudes les plus contradictoires, de par la confusion même de la doctrine) ni celui de bon citoyen (titre encore plus ridicule), ni celui d'honnête homme (un assassin légal et patenté n'a pas qualité pour apprécier l'honnêteté d'un homme), il n'a personne à assigner pour certifier qu'il est bien l'un et l'autre.

Face aux nauzeabonds représentants d'un monde que non seulement nous voulons anéantir en fait, mais que depuis longtemps nous avons détruit en pensée, nous avons à nous présenter seuls, avec le seul témoignage de mépris que contient à leur adresse notre geste, et non entourés d'auxiliaires dont toutes les déclarations, si favorables soient-elles, ne peuvent être qu'un hommage rendu à celles des convictions de ces juges qui ne sont pas strictement militaires. Car c'est jusqu'au dernier atome de notre matière grise que nous avons rompu avec ce monde-là. La divergence ne porte pas seulement sur une conception technique de défense nationale! M. M.



Lettre à Mussolini

En novembre 1914, Mussolini venait de quitter la direction du quotidien socialiste Avanti! pour fonder le Popolo d'Italia, journal payé par le gouvernement français pour amener la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche.

A ce moment-là, notre camarade Malatesta avait publié un article où il se prononçait contre toute participation à n'importe quelle guerre d'Etat, tout en déclarant qu'il souhaitait la défaite d'une Allemagne, dans l'espoir qu'une révolution s'ensuivrait.

Mussolini s'empara de ce souhait pour prétendre qu'il ne restait plus qu'à travailler à la victoire des Alliés, mais il s'attira de la part de notre camarade cette claire réponse:

Un ami m'écrivit que le *Popolo d'Italia*, en parlant de mon opinion sur la situation actuelle et sur la conduite à suivre par les révolutionnaires, me dit en contradiction avec moi-même, parce que s'il est vrai, comme je le pense, que la défaite de l'Allemagne pourrait faire éclater la révolution dans ce pays, le devoir des révolutionnaires d'aider à réaliser cette défaite devient évident.

Permetts-moi de répondre.

La révolution en Allemagne pourrait parer aux tristes effets qui, autrement, découleront de la guerre, quelle que soit la nation victorieuse, et déterminer un changement radical dans toute la constitution politico-sociale de l'Europe; et cette révolution n'apparaît possible qu'au cas d'une défaite rentabilisante de l'empire allemand. Or, par ce que je sais de la situation et de l'état d'âme actuels de l'Angleterre et de la France, il me semble que la défaite de ces pays, bien loin de provoquer un mouvement révolutionnaire, ne ferait qu'accroître la fièvre patriotique et secondar les visées des réactionnaires et des militaristes. C'est pourquoi je souhaite la défaite de l'Allemagne.

Mais il n'est pas dit qu'il soit toujours utile de coopérer à déterminer ce que l'on peut souhaiter, car souvent une chose ne vaut qu'à condition de ne rien coûter ou tout au plus de coûter matériellement et moralement moins de ce qu'elle vaut.

Certes, rien dans la nature et dans l'histoire n'est absolument équivalent et chaque événement peut agir en faveur ou contre les fins que l'on se propose. Ainsi a-t-on en toute circonstance un choix, un souhait à faire, sans qu'il faille toujours pour cela

abandonner sa propre voie et se mettre à favoriser tout ce que l'on estime pouvoir indirectement être utile. Nous pouvons, par exemple, souhaiter voir arriver au pouvoir un ministère plutôt qu'un autre — un ministère de réactionnaires imbéciles et aveugles plutôt que composé d'hommes intelligents plus habiles à illusionner et tromper les travailleurs. Mais à quoi nous servirait l'insuffisance et l'aveuglement d'un ministère, si pour le maintenir au pouvoir il nous fallait devenir nous-mêmes des soutiens du gouvernement?

La brutalité de la police peut, en certains cas, provoquer une insurrection libératrice, mais seulement si l'esprit public est habitué à résister aux violences de l'autorité.

Le développement du système capitaliste peut, dans un certain sens, servir aux fins d'émancipation du prolétariat, mais si les prolétaires se mettent à seconder les efforts des capitalistes, ils finissent par perdre la conscience de leur position et de leurs intérêts et deviennent incapables de s'affranchir, comme nous le démontre l'histoire de certaines organisations ouvrières en Angleterre et ailleurs.

Et l'on pourrait multiplier les exemples.

Pour faire la révolution et surtout pour faire en sorte qu'elle ne se résume point en une explosion de violence sans lendemain, il faut des révolutionnaires; et si ceux-ci commencent à mettre de côté leurs idées et les intérêts bien spéciaux qu'ils représentent, et se solidarisent avec la cause des classes dominantes de leur pays et se dépensent pour les aider à vaincre, ils renoncent non seulement à profiter des situations révolutionnaires susceptibles de se produire pendant ou tout de suite après la guerre, mais font montre de considérer eux-mêmes comme utopique et absurde le programme qu'ils préconisaient auparavant et se ferment la voie à toute action efficace à venir.

Il y a des gens, encore attachés aux anciens préjugés de race et de nationalité, qui sont disposés à sacrifier toutes les plus hautes idéalités pour le plaisir de savoir qu'un pays est opprimé et dépouillé par des hommes parlant leur propre langue plutôt que par des hommes parlant une autre langue; et ces gens ont raison d'appuyer les intérêts de l'un ou l'autre gouvernement, s'ils croient de la sorte servir leurs aspirations.

Mais pour ceux qui placent au-dessus de tout la cause de la liberté, de la justice et de la fraternité humaine, il ne saurait y avoir de doute. Au milieu du déchaînement des plus féroces passions, lorsque les masses ignorantes sont entraînées par les suggestions mauvaises des classes privilégiées à s'entr'égorger entre frères, ils doivent plus que jamais invoquer la paix entre les opprimés et la guerre aux oppresseurs et refuser tout accord, toute soumission à leurs adversaires.

Et cela est vrai pour les républicains, lesquels ne devraient jamais, et d'aucune façon, suivre la monarchie ou l'inciter à faire ce qu'ils croient bien, pour qu'elle acquiesce ainsi nouvelle force et nouveau prestige. C'est d'autant plus vrai pour les socialistes, lesquels reconnaissent dans chaque pays l'existence de deux classes, deux « nations ». L'une soumise à l'autre, qui sont ou qu'il faut rendre irréconciliablement hostiles. Mais c'est encore plus vrai pour les anarchistes, voulant détruire toute espèce de régime autoritaire et de préjugés et réaliser la fraternité de tous les êtres humains dans la liberté et la solidarité.

D'ailleurs, mon espoir d'une révolution en Allemagne n'est... qu'un espoir d'autant moins sûr que les socialistes allemands avec l'idée de sauver la civilisation européenne (toujours la même insanité!) du despotisme russe, se sont mis au service du despotisme de leur pays.

Cela te semble-t-il suffisant pour vouloir entraîner le prolétariat italien dans la lutte fratricide et pour renoncer à la position privilégiée des révolutionnaires italiens de pouvoir conserver intacts leurs forces morales et matérielles et de pouvoir avec les révolutionnaires des autres pays neutres et les révolutionnaires des pays belligérants restés fidèles à leurs principes, sauver la cause de l'Internationale et de la révolution européenne?

Et puis, en somme, j'admettrais de discuter la chose s'il s'agissait d'une action volontaire. Mais en Italie on est soldat par force. Voudrais-tu donc obliger le gouvernement à ordonner aux citoyens astreints au service militaire de partir à la guerre, même lorsque leur conscience y répugne?

Et comment ensuite parler encore contre le militarisme?

Errico Malatesta.

Camarade, pour être fort et préparer ton émancipation, éduque-toi socialement.

Genève — Imprimerie, 23, rue des Bains

EN SUÈDE

A l'école primaire

Permettez-moi de vous entretenir d'un livre de lecture répandu dans les écoles primaires suédoises et qui est entre les mains de milliers d'écoliers.

C'est le: « Merveilleux voyage de Nils Holgersson à travers la Suède », de la romancière Selma Lagerlöf, créatrice de contes et de légendes. La préface nous apprend qu'en Suède « il fut demandé aux plus grands écrivains d'écrire pour les écoles primaires — vous entendez bien, pour les écoles primaires, pour les fils et pour les filles des humbles campagnards, pour les enfants des cités ouvrières — des livres de lecture, de ces livres de pauvres, sommairement édités, qui s'étaleront sur les pupitres ».

Selma Lagerlöf écrivit donc un conte lorsque ses compatriotes lui demandèrent d'écrire un livre de lecture.

L'auteur de la préface prétend que l'immense succès de ce livre prouve que certaines chimères demeureront toujours le meilleur guide, des intelligences puériles vers la poésie... et la réalité.

Or l'enfant est réfractaire à la poésie, il ne la comprend pas, à cause de la manière dont on l'exprime et surtout à cause des fictions plus ou moins compliquées et de tous les voiles dont elle s'entoure, qui dénature la réalité en ahurissant l'enfant. Le livre de Selma Lagerlöf est un enchevêtrement de descriptions de paysages, de poésie, de scènes entre animaux, de légendes et d'ensorcellement.

Le point de départ du conte est de la sorcellerie. Un gamin de quatorze ans indocile, dont les parents sont au temple, doit lire pendant ce temps et le retenir un sermon de quatorze pages et l'évangile du jour! Il est changé en tomte ou affreux petit monstre haut comme la main et part en voyage à califourchon sur une oie domestique, et ce voyage occupe 400 pages. Un chapitre est consacré aux églises, un à des légendes, un à une prédication et les autres se partagent le surnaturel et la réalité.

Voici très brièvement le chapitre de la fondation de Stockholm. Cette légende est un mirage fantastique, absurde: des phoques abordent un rivage, ils se dépouillent de leur peau, se trouvent transformés en ondines merveilleusement parées; l'une d'elles, blessée, fut engloutie, et son sang mêlé à l'eau, cette eau devient lumineuse et désormais les rives qu'elle baignait ont le pouvoir d'attirer tous ceux qui les contemplent. Et une foule de gens vinrent s'installer dans des baraques, des ponts réunirent les îlots, puis les habitants s'empresèrent de construire la « Grande Eglise » (logeant avant eux l'Invisible et l'Inexistant, quels imbéciles!) Puis viennent s'installer un couvent de frères gris, un couvent de frères noirs, un couvent de religieuses de Ste-laire. (Pour peu, toutes les couleurs de l'arc-en-ciel y passaient). Ils construisirent une église, puis encore une autre église... L'histoire favorite est celle du « grand papillon ». L'île d'Oeland, allongée aux rivages animés et d'un climat très doux, le plateau aride, désert, des moulins à vent, des moutons demi-sauvages, des chiens et deux bergers; voilà l'aspect de l'île qui se serait gravé dans la mémoire de l'enfant, sans fatigue et sans ennui; il aurait sûrement pensé que sur ce plateau il ne s'y amuserait pas beaucoup.

Mais voilà l'histoire qui tient quatre pages: un grand papillon long de plusieurs kilomètres, est englouti; ses ailes déchiquetées, son corps s'est pétrifié, sur un roc; l'île se reforme et le plateau moule le corps du papillon (une de ces illusions d'optique contre lesquelles une saine pédagogie doit réagir énergiquement).

C'est le désir du papillon de recouvrir ses ailes qui répand sur l'île cette langueur dont souffrent les deux bergers.

« Cette vision inoubliable palpitera dans toutes les mémoires, dans toutes les petites âmes l'amour des deux bergers pour leur île éveillera des pensées de recueillement et d'exaltation. » (Préface.)

Or, on constate dans cette histoire que la poésie anéantit ce qu'il y a d'instructif pour l'enfant, dans le phénomène naturel de la pétrification édifé sur le surnaturel.

Il faut avoir les lignes suivantes sous les yeux, pour être sûr qu'on ne fait pas confusion et que ces histoires sont lues « par le maître dans les humbles stugors des paroisses laponnes, aussi bien que dans les vastés salés des étonnants palais scolaires des villes et que ce livre envahit les lycées et des écoles des jeunes filles ». (Préface.)

Il se peut que l'école suédoise absorbe tous les illettrés, mais il serait bien mieux, si également elle ne laissait subsister aucun superstitieux et aucune superstition dans le pays le plus féru de science que l'on puisse imaginer. Une *athée*.

Pas de films militaristes

Le collaborateur financier de la *Tribune de Genève* sort souvent de son domaine propre pour faire des incursions dans le domaine politique et social. Voici ce que nous avons relevé dans l'un de ses derniers articles:

Un lecteur nous écrit que parmi les indices économiques plus favorables que nous relevons de temps à autre, nous en négligeons un très important, quoique d'ordre purement moral, c'est « la meilleure intelligence qui règne entre les peuples, facteur de paix et de concorde ». Est-ce bien sûr? Nous ne demandons certes qu'à le croire.

Et pourtant... Nous y songions l'autre soir en assistant à une représentation cinématographique dans une des grandes salles de notre ville. Parmi les actualités projetées sur l'écran se trouvait un film du kronprinz assistant à un défilé des « casques d'acier ». Immédiatement s'élevèrent de toutes parts, dans la salle, des coups de sifflet et des cris de colère qui obligèrent à interrompre le spectacle. Puis vint un film de la marine de guerre italienne qui suscita des manifestations analogues, quoique sensiblement moins violentes.

Si donc un public genevois, appartenant à un pays neutre, qui n'a pas fait la guerre et dans une ville qui est le centre de l'effort vers l'entente entre tous les peuples, se laisse aller à manifester des sentiments aussi violemment hostiles sur des sujets qui ne le concernent en aucune façon, il est permis de se montrer quelque peu sceptique quant au rapprochement des peuples dont nous parle notre correspondant. On nous dira que ce public voulait ainsi marquer sa réprobation d tout ce qui touche à la chose militaire. Peut-être, mais alors pourquoi accueillait-il d'un murmure d'admiration le défilé d'un régiment français?

Bien entendu, un chauvin français ne manqua pas le lendemain pour relever que l'armée française avait toutes les vertus et était un instrument de paix, ce qui n'était nullement le cas pour les casques d'acier et la marine fasciste! N'insistons pas sur de tels *distinguo* parfaitement bêtes; mais n'ayons-nous pas ici la preuve de la nécessité d'en finir avec tous les films militaristes, sans en excepter les défilés de troupes suisses surtout?

Bien plus, comment ne pas constater l'influence mauvaise sur la mentalité publique de telles exhibitions? Il reste entendu que nous ne réclamons aucune intervention ou défense policière; aux spectateurs d'en imposer la suppression, afin de ramener la paix non seulement entre militaristes et antimilitaristes, mais entre partisans des différents armées, si farouchement divisés entre eux!

La presse et la guerre

Les grands tirages, avec fantaisies littéraires, scientifiques, économiques et sociales, avec abondantes élucubrations sur la manière d'éduquer les enfants, et congratulations réciproques entre gens d'avant-garde, décidés à recommencer le passé sous un autre nom et à leur profit: ces grands tirages, dis-je, sont fort coûteux. Pour en soutenir les frais, il leur faut le soutien habituel des pages de réclame. Voyez grande presse européenne. Et pour se payer de coûteuses pages de réclame, tout en soutenant un « bon journal », on n'a encore rien inventé de mieux que le bourgeois capitaliste ou capitalisant. La réclame constitue donc un échange de bons procédés entre le grand commerce, la puissante industrie et la *bonne presse*; le procédé est même d'avant meilleur qu'en fin de compte c'est le petit client qui paie — les gros bénéficiaires toujours d'une remise. Aussi la presse bourgeoise en use-t-elle, et cela se comprend.

Mais que pensez-vous du directeur d'un canard socialiste, internationaliste et humanitaire, s'en allant de-ci de-là, et casquette très basse, demander leur appui, sous forme de réclame, aux mieux capitalisants de nos seigneurs bourgeois, et recommandant bien à « ses chers lecteurs », de ne se fournir que chez ces princes du sang... des peuples!

On entend d'ici le dialogue. Le valet se présente, ayant, dans l'antichambre, laissé son faux nez socialiste. Quand même le grand industriel le reconnaît. « Ah! ça, lui dit-il, vous moquez-vous du monde! D'où tirez-vous l'aplomb de croire que, de mes beaux deniers je vais soutenir un apôtre du désarmement? Ne savez-vous pas que la guerre a fait ma fortune et que je prétends ne pas la rendre à la paix? »

Le valet sourit alors et monte que, pour le dire avec moins de fracas, lui aussi, dans le fond, est militariste. La preuve en est que, tout en prêchant le désarmement, il a gardé son sabre d'officier entre ses jambes. Parler des revendications ouvrières, qu'on

le lui pardonne donc, s'il y trouve son profit. C'est après tout un commerce comme un autre; mais parler suffit. Quant à l'action, qu'il bouge, populo! ce n'est pas bien sûr ce jour-là que l'officier ira rendre son joujou de guerre; la plume non plus, du reste. Il en faut une au haut d'un casque pour briller à l'avant-garde; et avant-garde pour avant-garde, celle des bourgeois ou celle du peuple, quand on en a changé si souvent, on n'y regarde pas si près.

Après tout, pensera l'honorable commerçant, voilà un homme comme il nous en faut. Il cherche son profit où il peut; je n'en ai jamais fait d'autres. Qu'il s'enrichisse donc! Et le capitaliste fait avec le socialiste un joli petit traité. Après quoi, sans plus attendre, l'officier antimilitariste remet son faux nez de révolutionnaire et on se serre la main... en riant.

Sainte Galette a béni l'alliance.

Croquet.

Calotte et calotins

Lorulot publie en France un journal anticlérical *La Calotte*, qui est amené à parler des turpitudes nullement rares de la gent ecclésiastique. Lorsqu'il s'agit d'un ouvrier connu pour appartenir à une fraction socialiste qui a maille à partir avec les tribunaux, la presse bien pensante se plaît à souligner les opinions politiques, religieuses et sociales du prévenu, avec force détails sur le délit ou soi-disant délit dont il s'est rendu coupable. Mais ces messieurs de l'Eglise catholique, apostolique et romaine ne veulent pas que nous en agissions de même avec eux. Nous devenons immondes par le fait de relever leurs immondices, à eux, gens de religion.

Or, voici ce qui s'est passé. Quelques camarades ont pensé de répandre la feuille de Lorulot. Le succès fut tel que plusieurs centaines d'exemplaires en furent facilement écoulés. Vive colère dans toutes les sacristies. Un monsieur A. M. écrit au *Courrier de Genève* pour dénoncer le scandale et demander s'il n'y a pas moyen de le faire cesser, et la rédaction s'empresse d'y ajouter ce commentaire:

La mise en vente de cette ignoble feuille, et son colportage dans divers cafés, nous sont en effet signalés de plusieurs côtés. Il ne saurait être question, en l'occurrence, d'invoquer les droits de la libre controverse; le torchon du sieur Lorulot n'est qu'une œuvre de basse et grossière diffamation. Il vise à introduire à Genève des mœurs qui n'y ont pas cours, même dans les milieux nettement hostiles à l'Eglise. Faute de pouvoir déployer en nos murs son éloquence de maquignon de la libre-pensée, Lorulot y introduit un pamphlet inique et bestial pour répandre chez nous la haine. Pourquoi laisse-t-on trainer dans nos rues une pareille ordure? Nous nous permettons d'attirer sérieusement l'attention des pouvoirs publics sur ce fait. Si l'on interdit, à l'Escalade, de porter par dérision le costume religieux, à combien plus forte raison ne doit-on pas proscrire les infâmes caricatures et la prose basement diffamatoire de La Calotte? Un coup de balai s'impose!

Messieurs les ensoutanés qui paraissent vouloir sauvegarder les droits de la libre controverse, en réalité, en réclamant et obtenant l'interdiction des conférences Lorulot, ont bien prouvé qu'ils n'entendent pas reconnaître ces droits. Et Lorulot, à Genève comme en France, n'a fait que de la pure controverse. Quant aux bestialités et aux ordures dont ils parlent, nous regrettons profondément que leurs congénères y persistent, car les libres-penseurs préféreraient de beaucoup n'avoir plus à en relever. A remarquer le fait d'invoquer une interdiction pour en exiger d'autres, toutes celles que la calotte jugera dans son intérêt.

Intile de le dire, notre police s'empresse de convoquer le camarade qui avait remis le journal anticlérical aux revendeurs; mais comme il n'y avait aucune contravention à lui signifier, elle ne put que le congédier. Chaque jour la presse relate des crimes abominables et il n'y a nulle raison de taire uniquement ceux commis par les tonsurés. Mais — et c'est ici où certaines puissances occultes entrent en jeu — les revendeurs ne voulurent pas continuer la vente de *La Calotte*, bien que facile, de bon rapport et nullement défendue. Il serait utile de tirer au clair d'où l'ordre est venu. Il nous a été affirmé que c'est l'administration même du *Travail* qui a interdit à ces revendeurs de vendre en même temps *La Calotte*; mais nous avons de la peine à le croire. Espérons que la défense est venue d'ailleurs. Bien entendu, nous ne cesserons pas pour cela de répandre *La Calotte*.

Acheter le journal „La Suisse“, c'est donner de l'argent au fascisme

Encouragements!

Déjà lors de la manifestation sur la Plaine de Plainpalais contre les camions à mitrailleuses, manifestation interdite, mais que le Conseil d'Etat déclarait vouloir bien permettre dans une salle, un député bolchevisant avait affirmé que lorsque son parti aurait le pouvoir, il saurait bien s'en tenir à une décision et l'appliquer fermement. C'était en somme blâmer le Conseil d'Etat pour ce qu'il voulait encore accorder de liberté, et l'engager à appliquer la manière forte contre toute opposition, à l'exemple de Moscou. Au lieu d'une protestation contre les camions à mitrailleuses, nous avions la reconnaissance du droit d'un gouvernement prolétarien de s'en servir pour rester coûte que coûte le maître! En somme, plus de ces biaisements propres à la lâcheté bourgeoise et en avant le massacre!

Vint la grève générale du bâtiment. Les ouvriers firent une manifestation en force et fort bien réussie au chantier de la S.D.N. La Suisse, dans son compte rendu, y alla de quelques stupidités comme à son ordinaire, prétendant entr'autres que les meneurs de la grève auraient pris un cours de tactique à Moscou.

Là-dessus, Me Dicker, défenseur de quelques grévistes arrêtés, devant les juges, à la grande joie de l'auditoire, rappelle l'attitude ridicule de la police, complètement dérotée. Si quelqu'un devait prendre un cours de tactique à Moscou, ce serait bien le chef de la police, M. Zoller et ses subordonnés.

Toujours Moscou invoquée comme étant bien à même de donner des leçons pour la répression policière. Eh! oui, M. Zoller a encore beaucoup à apprendre des camarades du Guépéou et des façons bolchevistes d'écraser toute agitation de mécontents. Nous nous en doutions bien un peu, c'est pourquoi nous ne souhaitons nullement qu'il fasse lui aussi un voyage en Russie, d'où il pourrait, comme tant d'autres, revenir émerveillé des méthodes perfectionnées qui y sont employées.

Enfin, Hindenbourg, von Papen, Schleicher et quelques autres canailles appliquent en Allemagne le fascisme. L'organe socialiste commente le fait ainsi: *Où les barons donnent à la classe ouvrière allemande une leçon sur l'exercice du pouvoir politique*, soulignant bien que le Reichstag est dissous et que le gouvernement avait fait savoir que l'état de siège serait immédiatement proclamé dans tout le pays au cas où il chercherait à se réunir encore.

Ainsi nous sommes prévenus que le futur gouvernement socialiste sera un gouvernement d'état de siège imposant sa volonté surtout par la loi martiale.

C'est là le nouveau révolutionnarisme auquel on voudrait nous voir adhérer: l'exercice de l'absolutisme d'Etat par la terreur. Les masses insurgées ne comptant pour rien et la bande de politiciens au pouvoir étant tout, ces derniers n'auraient pas à se gêner, en leur qualité de ces *sauveurs suprêmes* dont l'*Internationale*, si fréquemment chantée, nie précisément l'existence.

Une dernière remarque: puisque le pouvoir politique ne saurait s'exercer que par la terreur, les gouvernements bourgeois qui n'y ont pas encore recours doivent aussi avoir tort. Une leçon, en effet, si vraiment leçon il y a, est valable pour tout le monde et nous avons ici une nouvelle invite à faire du fascisme. Vraiment le besoin ne s'en fait pas tout particulièrement sentir.

Nous voyons ainsi la question sur laquelle les anarchistes ont toujours insisté, entièrement défigurée, à savoir qu'il faut toujours être prêts à une résistance révolutionnaire non seulement contre l'illégalité du pouvoir, mais aussi contre une légalité destinée à nous exploiter et opprimer. Les travailleurs sont invités à subir un maximum d'autorité, au lieu d'envisager un maximum de liberté.

L'Irlande affamée.

Le rapport du Dr Harbison, chef du département d'hygiène dans le comté de Dublin, signale que sur deux cent trente-deux enfants soumis à l'examen médical dans quatre écoles, cinquante-huit donnaient des signes de sous-alimentation. Ce chiffre représente le quart du nombre total des enfants examinés et il signifie que, dans cette région, sur quatre familles il y en a une dont les membres ne se nourrissent pas convenablement. Or, le comté de Dublin compte parmi les régions les plus aisées du pays.

Hélas! l'Irlande n'est pas malheureusement seule à être affamée; la plus grande partie de l'Europe continentale l'est aussi. Il y a un peu partout sous-alimentation, contre laquelle nos maîtres n'envisagent qu'un seul remède: la diminution des salaires pour les privilégiés qui travaillent encore et celle des subsides — ou même la suppression sans autre de ces derniers — pour les chômeurs.

A BAS LA GUERRE ! cri séditieux

Rue Canebière, à Marseille, Alfred Nahon, 21 ans, professeur de la Ligue Internationale des Jeunes contre la Guerre, a été lâchement et sauvagement brutalisé par les agents de la Sûreté générale, incarcéré et considéré comme un chenapan pour avoir, avec ses camarades de la Ligue, pacifiquement crié à plusieurs reprises « A bas la guerre », protestant ainsi contre le caractère évident de préparation morale à la guerre des grandes manœuvres dites de « Défense antiaérienne » qui se déroulaient au-dessus de la ville pendant la période du 13 au 15 septembre 1932 avec participation effective de la population civile.

Appréhendé mardi 13 septembre, à 23 heures, il a été relâché mercredi 14, à 18 heures, à la suite d'interventions.

Les coups et sévices de toutes sortes dont il fut l'objet ne sont rien auprès du symbole lui-même de l'outrage moral fait aux pacifistes et à l'idée de paix.

Il suffit donc de crier « A bas la guerre! » pour s'entendre dire textuellement: Si je vous envoie au Parquet, vous serez certainement écroué. »

Il suffit donc de crier « A bas la guerre! » pour se voir dépouillé de tous les documents personnels en sa possession.

Il suffit donc de crier « A bas la guerre! » pour passer au service anthropométrique où l'on enregistre les empreintes digitales, la photographie, les signes particuliers, etc., exactement comme s'il s'agissait d'un voleur ou d'un criminel.

Au moment de son arrestation, Alfred Nahon accompagnait son camarade aveugle J. de Perreti qui lui aussi a été maltraité malgré son infirmité. Quelques témoins se déclarant solidaires de leur président ont demandé à être emmenés avec lui. Cette légitime satisfaction leur a été refusée. Seul, un jeune pacifiste, Arménien, Agospos Kulkarian, 20 ans, pour avoir dit dans un admirable élan humain: « Suivons-le » a été brimé et écouté avec lui; ce jeune camarade est toujours emprisonné et se trouve sous une menace d'expulsion qui, si l'opinion publique et des interventions en haut lieu ne se font pas ressentir d'urgence, sera sûrement mise à exécution dans un très court délai.

Nous n'aurions jamais cru que le cri de « A bas la guerre! » soit considéré comme séditieux en France, et nous nous demandons avec tristesse ce qu'ont pu penser nos camarades pacifistes allemands de passage à Marseille et ce que penseront de la France leurs compatriotes lorsqu'ils apprendront l'arrestation de notre président et son motif.

Nous protestons avec la dernière énergie contre ces mœurs intolérables et comptons sur l'appui moral de tous les honnêtes gens.

Section Marseillaise de la Ligue Internationale des Jeunes Gens contre la Guerre,
Bar, 5, bd Salvator, Marseille

Jeunesse libertaire

Que voilà un beau titre! La Jeunesse libertaire sera une sorte d'Abbaye de Thélème. Tous les jeunes pourront y venir, hors les saboteurs, les chicanous, les emmerdeurs, les gens de mauvaise volonté, ceux-ci exclus, balancés, les intrigants, les quémandeurs de places, les roublards, les finassiers, ceux qui cherchent une situation sociale dans la question sociale, ceux qui disent d'un air malin en tapant sur leur poche: « Pourvu que j'aie le portemonnaie bien rempli, je me fous du reste, ma politique à moi c'est la bonne galette. » Egalement les nigauds qui ne réfléchissent jamais, les paresseux d'esprit, les têtus, les bêtés. Ceux-là, qu'il restent à la maison ou dans les matches de boxe. Mais par contre, tous les vrais jeunes, les enthousiastes, ceux qui savent d'avance qu'en faisant partie d'un groupe comme la Jeunesse libertaire, ils seront à l'abri de l'abondance, ceux qui aiment la lutte, l'action, l'étude. Tous les jeunes, ouvriers ou commis, intellectuels, artisans, qui aiment leur métier, la vie, qui aiment ce qui est beau et juste, et qui croient à la liberté, ceux qui, confusément peut-être, se sentent une affinité avec le beau cortège des hommes qui, à travers les siècles, ont lutté pour une belle cause. A tous ceux-là, la Jeunesse libertaire leur préparera un accueil cordial: Copains, et tout est dit; entrez!

Ce sera alors de bonnes soirées d'hiver, discussion, lecture, action. La gaité ne sera pas exclue et il pourra y avoir à l'occasion du chant, de la musique. Quand il y a un coup de tabac à donner, tout le monde sur le pont. La bataille des idées également, mais le moins de personnalités possible, pas de trucs contre un adversaire, des arguments, le mépris pour ceux qui sont trop déloyaux et malhonnêtes.

Ah! certes, les jeunes libertaires ne seront jamais riches en galette, mais « moins j'ai, plus je suis ».

Pas rupins, mais ils se meubleront richement le cerveau de lectures solides, d'arguments, de logique. Ils acquerront le don de l'observation, l'art de tout apprécier, dès lors plus de pessimisme décevant. Ils comprendront mieux le sens de la vie qui est une sorte de lutte, de match, où il y a du gai et du triste.

Un enterrement passe, un groupe joyeux part pour la montagne, tout est contraste, tout est changeant, paradoxal.

Les jeunes arriveront au bout de la route les poches vides, mais la tête bien garnie. Rendez-nous visite, les jeunes, et ensuite adhérez, si cela vous chante, à la Jeunesse libertaire, Club l'Aurore, Coutance, S. Genève. C. R.

Notes en marge

Il n'y a de chance...

La semaine dernière, nous avons pu lire dans nos quotidiens la dépêche suivante:

Une explosion que l'on croit due à une bombe a détruit en partie, à 4 heures du matin, à Worcester (Massachusetts), le domicile du juge Thayer, qui joua un des principaux rôles dans l'affaire Sacco-Vanzetti; le juge a pu être retiré indemne des ruines de sa maison, mais sa femme et une domestique, grièvement blessées, ont été transportées à l'hôpital.

C'est vraiment le cas de répéter le dicton populaire: Il n'y a de chance que pour la canaille. Et la canaillerie de Thayer a vraiment dépassé toute mesure.

La tactique électorale.

En Suède, les socialistes viennent de remporter aux dernières élections un beau succès, sans toutefois obtenir la majorité absolue. Et tout de suite le Travail admoneste les social-démocrates suédois de ne pas former un cabinet de coalition avec la bourgeoisie. Reste donc un gouvernement sans majorité parlementaire, qui peut être congédié d'un moment à l'autre, à moins de faire aussi des compromissions.

Piètre situation dans un cas comme dans l'autre. Et alors que faire? Refuser le pouvoir après avoir tout fait pour le conquérir? C'est on ne peut plus absurde.

Voilà l'impasse où nos conquérants du pouvoir se voient acculés avec leur arme du vote; la légalité apparaît bien sans issue; quant à l'illégalité révolutionnaire il faut y être préparé et entraîné, et surtout ne pas la concevoir comme un vulgaire coup d'Etat, qui laisse subsister toute l'ancienne machine gouvernementale d'oppression et d'exploitation.

Quelques vérités.

Nous les relevons — une fois n'est pas coutume — dans le *Messageur social*, organe religieux:

Il est un domaine que les économistes capitalistes ne discutent jamais: c'est la rente du capital. Aux temps de frugalité obligatoire prévus par M. Musy, la rente n'absorbait qu'un bien minime pour cent; des vieillards m'ont conté qu'en leur jeunesse ils portaient leurs économies, en écus, à pied, en deux étapes, du Jura neuchâtelois jusqu'à Lausanne, pour bénéficier d'un 2 1/2% d'intérêt. Où sont-ils les capitaux placés à des taux pareils? A part la petite épargne qui fit la première des frais de la crise bancaire, que lisons-nous dans les feuilles financières? Malgré la crise, des banques distribuent du 7 ou 8%! Un conseil d'administration d'industrie chimique suisse s'accuse de ne pouvoir offrir du 25% comme l'an précédent; il faut se contenter de... 20%. En 4 ou 5 ans votre capital est renouvelé! Des fabriques d'armements, de mitrailleuses travaillent à plein rendement et ont donné du 90%, tandis que les soldats se font casser la figure et que les mères triment la misère noire au foyer. Ces dividendes doivent encore être majorés des sommes fabuleuses que s'octroient les conseils d'administration; rien qu'en fonctions de ce genre, une foule de personnalités politiques, industrielles ou bancaires encaissent personnellement des dizaines, des centaines de mille francs, qu'ils ne savent ni ne peuvent dépenser; ils récapitalisent et ce sont de nouveaux dividendes qu'il s'agit de faire suer au monde du travail; c'est tellement vrai, qu'en 1930, année de crise déjà, le capital suisse s'est augmenté de deux milliards de francs. Répartissez cette augmentation seulement, en salaires à toute la population suisse; cela fait 500 francs par habitant; 2000 francs par famille de 4 personnes; ce serait 2 milliards qui eussent été dépensés, qui eussent circulé, 2 milliards de marchandises consommées rien que pour la petite Suisse.

Voilà de bien sages réflexions que nous avons plusieurs fois faites à cette place même. Il reste à en tirer la conclusion que

ceux qui ont lutté pour augmenter la part du travail et diminuer celle du capital, au lieu d'être des hommes de désordre, cherchaient en somme à maintenir un certain équilibre dans l'économie sociale. Ils n'en furent pas moins persécutés, frappés, accusés rien moins que de vouloir l'effondrement de la civilisation que nos maîtres se préparent à sauver par la guerre chimique et bactériologique.

Duplicité fasciste.

Nous avouons éprouver de la peine en voyant certains organes de gauche prendre aussi au sérieux les élucubrations pacifistes d'un Mussolini. C'est une fois de plus le cas avec sa lettre à un journal allemand, où il reconnaît le bien-fondé de l'Allemagne à réclamer l'égalité militaire.

A part le fait que Mussolini a proclamé ouvertement son impérialisme, réclamé en plus de nouvelles colonies, des territoires yougoslaves, français, anglais et suisses, militarisé l'Italie entière à partir des enfants de huit ans, il est certain qu'avec l'ancienne Italie *rinunciataria* les dangers de guerre seraient beaucoup moindres et la France se trouverait entièrement rassurée sur sa frontière italienne.

Le fascisme s'est proclamé lui-même un supernationalisme et Mussolini a même parlé d'une année napoléonienne, où il a donné rendez-vous à ses chemises noires au delà d'une frontière dont il prétendit vouloir garder le secret! Les formations militaires réactionnaires en Europe se sont surtout développées sur le modèle fasciste, et il les a notoirement approuvées, encouragées et très probablement subsidiées.

Tout ce qu'écrivit un aussi abject charlatan ne devrait donc pas être pris en considération. Cela soit dit sans vouloir prendre parti ni pour un Etat, ni pour un autre, puisque nous poursuivons l'égalité destruction de tous les Etats, mais pour souligner entre les différents mensonges pacifistes le plus révoltant de tous.

Un mot aussi sur le contrôle syndical du désarmement. Des syndicats suisses, français, espagnols ou anglais pourraient y procéder sérieusement; mais vous voyez d'ici ce même contrôle confié aux corporations fascistes entièrement assujetties au gouvernement, dans un pays où subsiste la censure postale et ne peut paraître aucun journal d'opposition? C'est une mauvaise plaisanterie que nous nous étonnons aussi de voir prendre au sérieux.

Le point faible.

Un groupe de journalistes yougoslaves accrédités à la XIIIe assemblée de la S.D.N. — c'est ainsi que ces messieurs ont bien voulu signer — répondent à une protestation plus que fondée contre les infamies du Tribunal serbe pour la défense de l'Etat qu'ils veulent bien reconnaître n'avoir pas « la main douce ». Ils prennent par surcroît la défense des Karageorgevitch qui doivent leur trône à un crime sans nom, particulièrement bien connu à Genève.

Ces messieurs paraissent ainsi ridicules et odieux à la fois, néanmoins il y a un point sur lequel il leur est facile de triompher en s'adressant au Travail en ces termes: « Et puis manifeste-t-il le même esprit de charité lorsqu'il s'agit des procès de Moscou qui sont autrement plus fréquents et plus sombres? »

Un absolutisme, une dictature, un terrorisme justifiés, tous les autres le sont également. A remarquer même que s'il est vrai que le gouvernement russe jouirait d'une immense popularité, d'un amour presque mystique des foules, d'un enthousiasme à nul autre pareil qu'il aurait su soulever, les répressions auxquelles il se livre ne se justifieraient plus du tout, tandis qu'un pouvoir haï par tout le monde n'aurait d'autre moyen pour se maintenir.

La justice doit être égale pour tous et il n'est permis de s'en appeler que si vraiment nous la voulons telle, autrement il ne reste plus que le droit de la force, alors qu'elle est par définition la force du droit.

GENEVE

Films militaristes.

Ainsi donc, la Jeunesse libertaire a pris l'initiative de manifester contre les films militaristes, avec la collaboration, qui ne s'annonce pas précisément enthousiaste, à en juger du moins par une première expérience, de la Jeunesse socialiste et de la Jeunesse communiste.

Ce genre de manifestation vous réserve parfois des expériences qui n'ont rien de spécialement encourageant. La gent de riche complexion cérébrale et de fine sensibilité qui fréquente ordinairement les salles obscures et trépegne d'allégresse à la vue des exploits de Rio Jim ou se pâme d'admiration devant le sourire commercial de Maurice Chevalier, n'aime guère que l'on trouble sa quiétude, lorsqu'elle ingurgite en silence la délicate pâture d'un cent pour cent sonore Paramount. Venus là pour « se

changer les idées » (les temps sont si durs), ils n'aspirent, pourvu que sur l'écran défilent des images — n'importe quelles images — et que de la caisse s'échappe de la musique — quelle que soit cette musique, l'essentiel est que cela fasse du bruit — qu'à deux ou trois heures passées loin de l'usine ou du bureau, et hors de la monotonie du train-train quotidien. Et voilà que par de stridents coups de sifflets, saluant l'apparition d'un Mussolini ou le défilé de cent mille casques d'acier, quelques bruyants « communistes » — c'est toujours des « communistes », pour ces ignares — non seulement troublent leur digestion cérébrale, mais encore veulent imposer à leurs méninges surmenées l'excès d'effort de prendre position. Un aussi intempestif supplément de programme ne saurait déceimment être accueilli, chez ces esprits vigoureusement idéalistes et torturés d'inquiétude, que par les cris réprobateurs de « A la porte » et « Mélez-vous de ce qui vous regarde ».

Car, n'est-ce pas, cela ne nous regarde pas que, par le truchement de films chauvins et nationalistes, les gouvernements impérialistes, finançant grassement les grands studios et les directeurs de salles, continuent à entretenir cette mentalité d'incorables abrutis que vous caractérisez si bien, vous les contemplateurs ahuris et béats des idiots « Paramounteries » et des insidieuses actualités « Pathé Nathan » et qui fit, il n'y a pas si longtemps, le bonheur des pourvoyeurs de charniers et de tous les profiteurs de guerre. Cela ne nous regarde pas, que profitant de l'état d'avachissement intégral dans lequel vous vous complaisez avec volupté et frénésie, les mercantis de la pellicule s'en donnent à cœur joie à répandre sur le marché l'immonde saloperie que réclame à grands cris l'exquis raffinement de vos facultés intellectuelles et sentimentales.

Eh bien, n'en déplaise à tous les crétiens des loges, des premières, des secondes et, hélas! des troisièmes, cela nous regarde. Et, dussions-nous vous le démontrer jusqu'à la perforation de vos tympanes, inclusivement, nous poursuivrons sur toutes ses variations la sérénade aiguë.

M. M.

Le Yo-Yo.

En l'an 1932, les hommes, ayant constaté que de leurs facultés mentales ne jaillissaient point des lumières par trop éblouissantes, et qu'entre autres leur développement trop primaire ne leur avait point permis de prévenir maintes catastrophes qui leur arrivèrent, décidèrent d'inventer quelque remède propre à hâter et à accroître le perfectionnement des dites facultés. Du congestionnant effort tenté dans ce sens par les plus évolués d'entre eux, naquit un jour le yo-yo. Et dès lors, partant d'un pas allégre à la conquête de nouveaux horizons, on les vit enroulant et déroulant avec ardeur une ficelle autour d'une bobine aplatie et colorée. Du même coup, un air radieusement intelligent apparut sur leur visage naguère assombri par une profonde ignorance. Dès lors, c'est par milliers que l'on compta, dans les hôpitaux et les cliniques, les cas de congestion cérébrale et de méningites aiguës dus aux tumultueuses tempêtes qui secouèrent subitement toutes ces boîtes crâniennes hier encore endormies et que tout à coup précocèrent, au rythme du yo-yo, les plus ardues des problèmes qui firent de tout temps le désespoir des savants et des philosophes.

Vous tous qui cherchez du travail, ne vous tourmentez plus. Adonnez-vous à la fabrication, non du yo-yo, lequel n'est accessible encore qu'à l'élite de nos contemporains, mais à un petit jouet quelconque, lequel, à condition qu'il n'offre pas plus de la moitié des difficultés offertes par le hochet par exemple, aura toutes les chances de vous donner la fortune.

Le sculpteur de l'avenir, lorsqu'il voudra réaliser le type qui, dans l'histoire, obtint le plus de considération auprès de notre génération, ne sculptera pas, hélas! l'antique Spartacus brisant ses chaînes. Il modèlera dans le plâtre un citoyen en extase devant un film Paramount, l'Ami du Peuple sortant de sa poche, et ayant dans une main un yo-yo et, dans l'autre, un bulletin de vote...

M.

VICTOIRE !

Nous venons d'éditer en carte postale et en tableau en couleurs, format 48 x 66 cm., une nouvelle œuvre de Firmin Sagrista, auteur de *L'ultime vision de Montjuich* et de *Si vis pacem!* qui eurent un si grand succès. La carte est en vente au prix de 20 cent., le tableau de 1 franc. Travail suggestif et excellent pour la propagande antimilitariste. Nous enverrons gratuitement la carte à tous ceux qui nous en feront la demande.